

Questions orales

M. Epp: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme je le lui ai demandé tantôt, le ministre voudrait-il nous dire s'il est disposé à rencontrer les représentants qui ont sollicité un entretien pour discuter des difficultés que connaissent ces offices de commercialisation?

M. Whelan: Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

SOCIETY FOR THE STUDY OF THE HERITAGE OF CANADA

LES VERSEMENTS FAITS POUR L'UTILISATION DE LA RAISON SOCIALE «HERITAGE CANADA»

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au secrétaire d'État. Dirait-il à la Chambre pourquoi son ministère a jugé nécessaire de payer \$80,000 à la Society for the Study of the Heritage of Canada pour avoir le droit d'utiliser le nom *Heritage Canada*, étant donné que le demi-million de dollars et plus qu'il lui a versé en subventions aurait dû compenser largement l'utilisation de ce nom?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Je devrai me renseigner à ce sujet, monsieur l'Orateur.

* * *

LE STATUT DES FEMMES

LES MOTIFS DU REPORT DE LA MESURE RELATIVE À L'ÉMANCIPATION TOTALE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que cette année est l'année internationale de la femme et que le ministre a dit dernièrement à tout le pays que la Chambre était saisie d'une mesure législative visant à donner un statut égal aux hommes et aux femmes, dirait-il maintenant à la Chambre quand nous pourrions débattre la mesure et peut-être lui donner force de loi?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je dois transmettre la question à mon collègue, le leader de la Chambre. Je lui ai demandé de rappeler la mesure en vue de la deuxième lecture le plus tôt possible et le président du Conseil privé a dit qu'il songeait à le faire mais qu'il avait besoin de l'accord des autres leaders à la Chambre. Je m'en remets à lui.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au leader du gouvernement à la Chambre. Non seulement la présente session tire à sa fin, mais l'Année internationale de la femme est à moitié écoulée. Étant donné que cette mesure législative est inscrite au *Feuilleton* depuis le 8 octobre 1974, quand donc le ministre en proposera-t-il la deuxième lecture, de façon à pouvoir la débattre à la Chambre?

[M. Whelan.]

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Comme mon honorable ami le sait, monsieur l'Orateur, nous avons eu du mal à faire adopter notre programme législatif parce que l'opposition...

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: ... a insisté pour débattre certaines mesures pendant un temps qui m'a semblé d'une longueur injustifiée. Pourtant, je fais de mon mieux, et si les amis du député vis-à-vis, veulent bien collaborer, nous pourrions sans doute présenter la mesure sous peu et l'étudier rapidement. Je l'exhorte seulement à demander à ses collègues de collaborer à d'autres égards.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LES NÉGOCIATIONS DE HILTON POUR L'OCTROI D'UN BAIL POUR CERTAINS LOCAUX DU CHÂTEAU LAURIER—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre des Transports. Elle a trait à la possibilité que Hilton achète certains hôtels du CN. Le ministre ayant déclaré à la Chambre le 12 février 1975, comme en fait foi le *hansard* à la page 3154 que «le CN ne peut faire de transactions au sujet des hôtels sans l'approbation du gouvernement canadien, cela ne fait pas de doute pour moi», nous dirait-il s'il est au courant du fait que Radio-Canada, qui loue des locaux au Château Laurier, vient tout juste de conclure un nouveau bail pour ces locaux, et que les négociations se sont poursuivies entre Radio-Canada et Hilton et non pas entre Radio-Canada et le Château?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'en étais pas au courant. Quoi qu'il en soit, ces négociations sont normales dans tous les cas où Hilton est responsable de l'administration de l'hôtel. Je ne crois pas que le Château Laurier appartienne à Hilton.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Comme Hilton n'est pas responsable de la gestion du Château Laurier, le ministre ferait-il enquête sur la situation et en communiquerait-il les résultats à la Chambre?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je ne puis faire enquête sur tous les hôtels, mais si la chose intéresse le député dans ce cas-ci, je le ferai avec plaisir.

* * *

LES TRANSPORTS

DEMANDE DE MAINTIEN DU TARIF DU PAS DU NID-DU-CORBEAU DANS LA NOUVELLE POLITIQUE

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministre de la Justice a-t-il pleinement accepté la nouvelle politique nationale des transports qu'il va proposer et cette politique respecte-t-elle le sacro-saint tarif du Pas du Nid-du-corbeau?